

«La progression du train de vie de l'Etat n'est pas excessive»

IMPÔTS

Professeur HEC à l'Université de Lausanne, Marius Brülhart juge infondés les arguments des opposants aux décrets fiscaux soumis à votation le 17 avril prochain.

JEAN-MICHEL JACOT-DESCOMBES

24 HEURES, publié le 04 avril 2005



Reto Naegeli

valable pour le Canton de Vaud l'est aussi pour tous les autres cantons, voire quasi pour tous les Etats du monde.»

En pleine votation sur les décrets fiscaux, partisans et opposants redoublent d'efforts pour convaincre les Vaudois de rejoindre leur camp. En dehors de toute considération politique, Marius Brülhart, professeur HEC à Lausanne, apporte sa vision d'économiste au débat. Selon lui, les arguments des référendaires ne tiennent pas la route. A l'appui de ses dires, quelques données économiques.

Marius Brülhart l'assure: il ne court pour aucun parti. «Si je devais me situer politiquement, ce serait au centre, un centre pragmatique qui correspond bien à la formation d'économiste, explique-t-il. Et je pense qu'il est de notre rôle, en tant qu'universitaire, de participer au débat public et tenter ainsi d'apporter quelque chose.» Voilà pour le décor.

Les bonnes questions

Sur le fond, le constat émis par les référendaires fait sourciller ce professeur de 37 ans. Dans les grandes lignes, il est dit que «l'Etat ne cesse de gonfler, qu'il n'a jamais autant encaissé de recettes et que donc le problème se situe du côté des dépenses». «Cette argumentation n'en est pas vraiment une, rétorque le Lausannois. En effet, ce qui est

Deux facteurs

Pourquoi? Deux facteurs entrent en ligne de compte selon lui. D'abord la croissance économique. Ensuite, la part de l'Etat dans le revenu national est en croissance en Suisse. «A partir de là, deux questions se posent, estime Marius Brülhart. Par rapport à la croissance économique, quelle est celle de l'Etat? Et qu'en est-il comparativement avec les autres cantons?»

Selon des données de l'Administration fédérale des finances, il apparaît ainsi que la croissance économique du Canton de Vaud est, en moyenne entre 1990 et 2003, supérieure à celle des autres cantons romands et à celle du pays (graphique du haut).

Record à la baisse

Le tableau montre aussi que, partout, les variations des dépenses sont plus importantes que la progression économique. «Et si on regarde l'écart entre ces deux séries de données, on constate que la croissance des dépenses publiques vaudoises par franc de revenu est la plus basse de Romandie et proche de la moyenne suisse, souligne Marius Brülhart. En clair, cela montre que la croissance du train de vie de l'Etat de Vaud, étant donné la richesse du Canton, n'est pas excessive.»

Charge fiscale

Autre aspect que le professeur HEC souhaite mettre en avant, la charge fiscale (graphique du bas). Sur ce point, il apparaît que le Canton de Vaud est, après Genève, le plus attractif de Suisse romande. Au niveau Suisse, il se situe au 11e rang. Entre 1990 et 2003, sa charge fiscale a par ailleurs diminué. «Et comme l'évolution des dépenses se situe dans la moyenne, on ne peut pas dire que les problèmes du Canton se trouvent uniquement au niveau des dépenses.» Sous-entendu, il faut aussi regarder du côté

des recettes.

Bonne stratégie

Est-ce dire finalement que l'Etat de Vaud n'est pas si mal géré? Réponse mi-figue mi-raisin: «Il est mal géré si l'on s'en tient aux déficits chroniques de ces dernières années. Il ne l'est pas si on se rapporte au fait que le secteur public n'est pas exagérément gonflé.» Reste malgré tout une réalité: un écart persistant entre les recettes et les dépenses à l'avantage de ces dernières, qui se vérifie une fois encore avec les comptes 2004. Et que pense l'économiste de la manière dont l'Etat tente d'assainir ses finances? «La règle de deux tiers d'économies pour un tiers de recettes nouvelles me paraît une bonne stratégie. Je regrette justement que les référendaires ne soulignent jamais que ces hausses d'impôts prévues par le Canton s'inscrivent dans un programme de coupe.»

